

Bruxelles, le 6.7.2017
C(2017) 4757 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 6.7.2017

**relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Burundi à financer sur le
11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 6.7.2017

relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Burundi à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9 paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le Programme indicatif national pour la période 2014-2020³, établissant les priorités suivantes: (i) développement rural durable pour la nutrition; (ii) santé; (iii) consolidation de l'État de droit et sortie de la fragilité; (iv) énergie. Dans le domaine hors concentration est également mentionnée une facilité de coopération technique, l'appui au système ordonnateur national du Fonds européen de développement (FED) et l'appui à la société civile.
- (2) La République du Burundi vit, depuis 2015, une crise politique et sécuritaire majeure, se traduisant par une impasse socio-économique accélérant la détérioration des services sociaux de base et des systèmes productifs clés pour la survie (agriculture), ainsi qu'une préoccupante dégradation de la gouvernance, la démocratie et du respect des droits humains.
- (3) Considérant que les éléments essentiels de l'Accord de partenariat ACP-UE (Accord de Cotonou)⁴, visés à son article 9⁵, n'étaient pas respectés par la République du Burundi, le Conseil de l'Union européenne a engagé en date du 8 décembre 2015 des consultations sur la base de l'article 96 du même accord. Cette procédure de consultation a été conclue le 14 mars 2016, avec la Décision (UE) 2016/394⁶, qui suspend la coopération canalisée à travers le gouvernement de la République du Burundi (y compris les appuis budgétaires) et établit les mesures nécessaires pour assurer un retour rapide au respect des principes et valeurs démocratiques, des droits de l'homme et de l'État de droit sur la base des éléments essentiels de l'accord de partenariat ACP-UE.

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et le Burundi C(2014) 3831 final du 13.6.2014.

⁴ Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000, révisé à Luxembourg le 25 juin 2005, révisé à Ouagadougou le 22 juin 2010.

⁵ Éléments essentiels concernant les droits de l'homme, les principes démocratiques et l'État de droit.

⁶ OJ L 73, 18.3.2016, p. 90–96.

- (4) La Décision (UE) 2016/394 maintient les appuis en faveur de la population burundaise ainsi que les projets à caractère humanitaire et en appui de la société civile, ayant trait à la lutte contre la pauvreté et à l'accès aux services de base. Les mesures individuelles doivent être considérées dans ce cadre et dans le contexte de la crise socio-économique actuelle, qui a un fort impact sur les conditions de vie de la population appauvrie.
- (5) La mesure financée au titre de l'accord interne du 11^e Fonds européen de développement (FED) (ci-après « l'accord interne »)⁷ vise à pallier l'impact socio-économique négatif de la crise politico-sécuritaire au Burundi en renforçant la capacité de résilience de la population burundaise et en assurant la continuité et la qualité des services de base essentiels. La présente mesure individuelle vise à financer des actions de partenariat en appui direct aux populations (y inclus aux déplacés internes et aux réfugiés). Les objectifs spécifiques de l'action sont: (i) contribuer à la réduction durable de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition en améliorant la production agricole; (ii) contribuer à accroître l'accessibilité et la qualité des services de santé, notamment la santé sexuelle et reproductive et à répondre aux besoins spécifiques des populations en situation de crise; (iii) contribuer à faciliter l'accès des populations les plus pauvres à une source d'énergie renouvelable.
- (6) L'action intitulée « Appui à la résilience des populations du Burundi » qui sera mise en œuvre en partenariat avec des organismes de coopération des États membres, des organisations internationales et des organisations de la société civile compétentes sans canaliser les fonds à travers le gouvernement burundais soutiendra (i) le développement rural durable et la nutrition, (ii) le secteur de la santé et (iii) l'énergie.
- (7) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission⁸ applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (8) Il y a lieu d'adopter un programme de travail en matière de subventions dont les modalités sont fixées à l'article 128, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et à l'article 188, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 37 paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323. Le programme de travail est énoncé dans l'annexe 1 (section 5.4.1).
- (9) L'ordonnateur responsable peut attribuer des subventions sans appel à propositions sous réserve que les conditions applicables aux exceptions aux appels à propositions prévues à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 37, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323 soient remplies.
- (10) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.

⁷ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

⁸ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

- (11) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, la Commission doit définir ce que l'on entend par « modifications non substantielles de la présente décision », afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (12) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Burundi à financer sur le 11^e Fonds européen de développement, présentée en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

Annexe: Appui à la résilience des populations du Burundi.

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1^{er} est fixée à 95 000 000 EUR et est financée sur le 11^e Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans l'annexe.

L'ordonnateur compétent peut attribuer des subventions sans appel à propositions conformément à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu des articles 2, paragraphe 1, et 37 paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 6.7.2017

Par la Commission
Neven Mimica
Membre de la Commission